



Ville de passion!

COMMUNE DE SAINT-LOUIS



Liberté – Egalité - Fraternité

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 325 /PRM/DAJ/DA/MJC/2023

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1, et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
Vu le Code Pénal, et notamment l'article R 610-5,
Vu le Code de la Route,
Vu l'article L511 – 1 du code de la sécurité intérieure,
Vu la demande de la police municipale du cinq mai deux mille vingt-trois,
Vu l'avis N° 194 / 2023 du cinq mai deux mille vingt-trois de la police municipale,

Considérant que dans le cadre de la passation de commandement au centre de secours du SDIS de Saint-Louis prévue le mardi neuf mai deux mille vingt-trois, il y a lieu de réglementer le **stationnement**,

ARRÊTE

Art. 1. - Le **stationnement de tout véhicule est interdit** des deux côtés de la chaussée rue **Vély**, portion comprise entre l'enseigne Alufast et l'angle de l'enseigne Dekra (à l'exception des véhicules de secours, des officiels et autres invités).

Art. 2. - Les dispositions du présent arrêté sont effectives à partir du lundi huit mai deux mille vingt-trois à vingt heures au mardi neuf mai deux mille vingt-trois dix-huit heures.

Art. 3. - La signalisation réglementaire est mise en place par les services communaux.

Art. 4. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

Art. 5. - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 6. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre Secours de Saint-Louis, à la SEMITTEL, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS.

Fait à Saint-Louis, le
 Pour le Maire et par Délégation
Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH
 Conseillère Municipale
 Elue aux Affaires Juridiques et à la Réglementation.

05 MAI 2023



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- SEMITTEL
- Transports MOOLAND
- M. Alain PAYET
- M. Laurent ROBERT

LA MAIRE

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :
 - d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
 - d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L521-2 du code de justice administrative